



PROJET DE MARCHE N°B24-05477-CF

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019
représenté par Monsieur Sébastien DAUVE, agissant en qualité de Directeur de l'Institut LETI,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société [REDACTED],
dont le siège social est situé [REDACTED],
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED] sous le
numéro R.C.S [REDACTED],
représentée par Monsieur/Madame [REDACTED], agissant en qualité de
[REDACTED],

[A compléter par le soumissionnaire]

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION	5
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	7
ARTICLE 9 - ASSURANCES	7
ARTICLE 10 - MONTANT	7
ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX	8
ARTICLE 12 - PENALITES	8
ARTICLE 13 - FACTURATION- REGLEMENT	9
ARTICLE 14 - REGIME FISCAL	9
ARTICLE 15 - JURIDICTION COMPETENTE	9
ARTICLE 16 - CONCLUSION DU MARCHE	9

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les prestations de service audiovisuel pour les conférences annuelles « Leti Innovation Days » en 2025 et 2026, ci-après dénommées « les Prestations ».

Les Prestations du marché relèvent d'une obligation de résultat.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé PAO-B24-05477-CF avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges intitulé « Cahier des charges – Audiovisuel Evènement – Leti Innovation Days 2025 & 2026 » en date du 30 octobre 2024) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED], à titre supplétif.

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – L'annexe n°1 « Tableau de décomposition des prix » fait partie intégrante du présent marché.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondants techniques du CEA

Mme Hélène DURU – DRT/LETI/COM - Tél. : 04.38.78.49.96

Email : helene.duru@cea.fr

Mme Véronique ESTEVE – DRT/LETI/COM – Tél. : 04.38.78.06.68

Email : veronique.esteve@cea.fr

3.2 - Correspondant commercial du CEA

Mme Charlotte FRITSCH - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.31.58

Email : charlotte.fritsch@cea.fr

Mme Isabelle MOREL – Service des Marchés et Achats – Tél. : 04.38.78.13.36

Email : isabelle.borel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Mme Jocelyne CAVELOT – DRT/LETI/CACG – Tél. : 04.38.78.66.68

Email : jocelyne.cavelot@cea.fr

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50
Email : [S3C-Fournisseur GRE@cea.fr](mailto:S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr)
RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Correspondant technique :

Tél :

Email :

Correspondant commercial :

Tél :

Email :

[A compléter par le soumissionnaire]

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme : Tél :

Email :

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la clôture des Prestations, qui donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par le CEA.

ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Les Prestations précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent marché consistent principalement à équiper en matériel audiovisuel et en mobiliers des salles de la Maison Minatec et de Grenoble INP pour les événements « Leti Innovation Days » de 2025 et 2026.

Elles comprennent les prestations de base, sur bordereau de prix et sur devis suivantes.

5.1 - Prestations de base

Les Prestations de base dues au titre du présent marché comprennent les prestations suivantes, pour l'évènement « Leti Innovation Days » de 2025 et celui de 2026 :

- Tâche n°1 : Equiper l'amphithéâtre Platine de la Maison Minatec en matériel audiovisuel et mobilier de scène,
- Tâche n°2 : Equiper les salles Titane 1&2 de la Maison Minatec en matériel audiovisuel,
- Tâche n°3 : Assurer un service de location aux exposants de la salle Palladium,
- Tâche n°4 : Equiper l'amphithéâtre de Grenoble INP en matériel audiovisuel et mobilier de scène,
- Tâche n°5 : Sonoriser les chapiteaux,

- Tâche n°6 : Installation et reprise de l'ensemble

5.2 - Prestations sur bordereau de prix

Les Prestations sur bordereau de prix sont les suivantes :

- Tâche n°7 : Equiper les 2 réceptions en J1 et J2 en matériel audiovisuel et mobilier de scène,
- Tâche n°8 : Equiper la salle Chrome 2/3/4 en matériel audiovisuel et mobilier de scène,
- Tâche n°9 : Equiper les salles 102 & 103 de Grenoble INP en matériel audiovisuel et mobilier de scène

Des bons de commande peuvent être émis en cours d'exécution du marché sur la base du bordereau des prix unitaires figurant en annexe n° 1 du présent marché.

Ils prennent la forme d'un ordre de service envoyé par le CEA au Titulaire par mail à l'adresse [REDACTED]@[REDACTED], avec un préavis de 1 mois minimum.

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des bons de commande émis par le CEA pendant la durée du marché.

5.3 - Prestations complémentaires en dépenses contrôlées

Les prestations complémentaires font l'objet d'un devis établi par le Titulaire sur la base du taux journalier plafond fixés à l'article MONTANT ci-dessous.

Ces devis mentionnent la référence du présent marché, les motifs de l'intervention, la nature et les quantités des fournitures ou des interventions, ainsi que le délai de livraison et/ou d'exécution.

Le CEA se réserve le droit d'accepter ou non le devis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations correspondantes qu'après avoir reçu un ordre de service formalisé du CEA, passé en référence du présent marché et acceptant son devis, excepté pour les déplacements et interventions réalisés dans le cadre des astreintes pour lesquels cette acceptation ne peut intervenir qu'a posteriori.

5.4 - Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges, sur le site du CEA de Grenoble.

Une "Installation" est un ensemble délimité géographiquement, cohérent par les moyens et les techniques qui y sont utilisés. Chaque Installation du CEA est sous la responsabilité d'un Chef d'Installation en matière de sécurité et d'environnement, lequel, à cet effet, a tout pouvoir sur les conditions d'exécution des Prestations par le Titulaire dans ces domaines.

Le responsable local du Titulaire s'engage à rendre compte au Chef d'Installation concerné de tous les incidents et/ou anomalies rencontrées dans le cadre des Prestations confiées et au responsable du marché du CEA.

Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire

Les conditions d'accès au Centre et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

7.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

7.1.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

7.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

7.3 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

7.4 - Zone à Faibles Emissions

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation en vigueur

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHÉ

8.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

8.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 10 - MONTANT

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations.

10.1 - Prestations au forfait

Le montant forfaitaire des Prestations de base est de [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes) se décomposant comme suit :

- Prestations audiovisuelles pour l'évènement « Leti Innovation Days de 2025 » : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes)
- Prestations audiovisuelles pour l'évènement « Leti Innovation Days de 2026 » : [REDACTED] € HT ([REDACTED] euros hors taxes)

La décomposition complète des prix est détaillée en annexe n°1 au présent marché.

10.2 - Prestations hors forfait

10.2.1 - Prestations sur bordereau de prix

Ces prestations sont valorisées sur la base des prix unitaires figurants au bordereau en annexe au présent marché.

10.2.2 - Prestations complémentaires en dépenses contrôlées

Ces prestations sont valorisées sur la base du taux journalier plafond suivant : [REDACTED] € HT

Le montant de ces Prestations est plafonné sur la durée totale du marché à 10% du montant total du marché.

ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'article 10 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de _____ (mois de remise de l'offre).

A partir de la deuxième année, les prix peuvent être révisés à la date anniversaire de la notification du marché, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après.

$$P = P_o [0,15 + 0,85 A38JA / A38JA_0]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
P _o	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
A38JA ₀	Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A38 JA – Edition, audiovisuel et diffusion publié par l'INSEE (Identifiant 010766353) pour le mois de la remise de l'offre
A38JA	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 12 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

12.1 - Retards

En cas de non-respect des délais fixés au cahier des charges, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 150 euros par jour calendaire de retard.

12.2 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus à l'article 12.1, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 150 euros par jour calendaire de retard.

12.3 - Application des pénalités

Les pénalités applicables sont plafonnées à 10% du montant total HT du marché fixé à l'article « Montant » ci-dessus.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 13 - FACTURATION- REGLEMENT

13.1 - Conditions de facturation

La facturation est établie à terme échu comme suit :

- 100% du montant TTC de l'Evènement après signature du procès-verbal d'acceptation sans réserve par le CEA des Prestations de l'Evènement considéré.

13.2 - Modalités de facturation et règlement

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 14 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 15 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 16 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,